

IRAK

Au moins 11 morts et 19 blessés dans deux attaques à Bagdad

Au moins 11 personnes ont été tuées et 19 autres blessées, hier, dans deux attaques séparées dans la capitale irakienne, Bagdad, ont indiqué des services de sécurité.

Dix personnes ont trouvé la mort et 17 autres ont été blessées dans un attentat à la bombe perpétré sur un marché de voitures en plein air, a indiqué un responsable de la



défense. Par ailleurs, une voiture piégée a explosé près d'un poste de contrôle de la police dans le quartier de Saydia,

dans le sud-ouest de la capitale, tuant un policier et blessant deux de ses collègues, selon une source des services de sécurité.

Les attaques notamment à la voiture piégée continuent en Irak en dépit de l'interdiction, depuis le 25 février, de tout stationnement sur les grands axes de la capitale irakienne dans le cadre du plan de sécurité lancé onze jours plus tôt.

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'IRAK

La Syrie «optimiste, mais avec mesure»

Le vice-président syrien, M. Farouk El-Chareh, s'est déclaré hier "optimiste, mais avec mesure" quant à la conférence internationale sur l'Irak qui se tiendra le 10 mars à Bagdad.

"Je suis optimiste, mais avec mesure" car "beaucoup dépendra de ce que l'administration américaine a en tête", a déclaré le vice-président syrien dans un entretien au journal *Le Monde*. Pour l'instant, il n'est pas facile (de savoir "si leur participation (des Etats-Unis) signifie un véritable changement", a-t-il ajouté, précisant avoir toutefois "noté des éléments positifs".

"On ne doit pas laisser de côté la

moindre possibilité de faire changer les choses", a poursuivi le vice-président syrien, soulignant que Damas est prête "à faire tout ce qui est en notre pouvoir si nous rencontrons une réponse positive de la part des autres acteurs".

"La Syrie est intéressée par la stabilité de l'Irak, car si l'Irak se retrouve dans une bonne situation, cela vaudra pour la Syrie et pour toute la région", a-t-il assuré.

La situation en Irak "est chaotique, elle glisse entre les doigts", a poursuivi le vice-président syrien, estimant qu'"il faut être très prudent, car d'importants sujets sont en jeu : la conférence de réconciliation

nationale, un accord sur un calendrier de retrait des troupes étrangères".

Cernant la crise franco-syrienne sur la question du Liban, "la Syrie n'a jamais voulu de mauvaises relations avec la France", a-t-il assuré, espérant qu'après la prochaine élection présidentielle en France "il n'y a pas de raison que cette crise continue après un changement à l'Elysée. Les dossiers ont été tellement personnalisés. Ce que nous voulons est un Liban uni, indépendant, souverain, préservé de toute pression extérieure" et "tout ce qui représente un facteur de division au Liban nous trouble", a-t-il ajouté.

IRAN

Accord des Six pour le cadre d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité

Les Etats-Unis, Chine, Russie, France, Grande-Bretagne et Allemagne sont "pleinement d'accord sur le cadre" d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur le dossier nucléaire iranien, a déclaré hier le chef de la diplomatie Philippe Douste-Blazy. Les directeurs

politiques de ces 6 pays, chargés de ce dossier, étaient "pleinement d'accord sur le cadre de la prochaine étape du Conseil de sécurité", a indiqué le ministre français des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse. Conformément aux dispositions de la Résolution 1737

décidant des sanctions contre l'Iran, "il convenait désormais d'avancer vers une nouvelle résolution sous l'article 41 du chapitre VII de la charte des Nations-Unies" qui prévoit de prendre certaines mesures, autres que militaires, pour faire respecter ses résolutions, a-t-il précisé. Les directeurs poli-

tiques, à l'issue d'une conférence téléphonique jeudi, ont également évoqué dans les grandes lignes le contenu possible d'une "prochaine résolution", a ajouté le ministre français, précisant que "celle-ci devrait reprendre l'esprit de la Résolution 1737, en renforçant l'impact de ce texte".

UNION EUROPEENNE

La situation au Darfour et en RDC au centre d'une réunion en Allemagne

La situation au Darfour (ouest du Soudan) et en République démocratique du Congo (RDC) était hier au centre d'une réunion des ministres de la Défense de l'Union européenne (UE) en Allemagne, a indiqué une source diplomatique. Selon cette source, les ministres réunis à Wiesbaden, la capitale du land de Hesse (ouest de l'Allemagne) "devraient réaffirmer leur appui aux forces d'interposition de la mission de l'Union africaine au Soudan (Amis)" dans la province soudanaise du Darfour. La question du financement de cette force de l'UA, essentiellement assuré par les Européens, doit être à nouveau abordée lundi



par les ministres des Affaires étrangères de l'UE, a ajouté la même source. Il faudra en effet 44 millions d'euros pour faire face aux dépenses occasionnées par la présence sur place de six bataillons africains, selon un autre diplomate. A son arrivée pour l'ouverture de la seconde journée de

la réunion informelle, le ministre allemand Franz Josef Jung a exprimé la volonté de l'UE de "mettre plus de pression pour la mise en place et le renforcement de la mission des Nations-Unies" au Darfour.

Outre le Darfour, les 27 ont procédé à une évaluation de l'opération Eufor d'appui à

l'Onu en RDC, qui s'est achevée fin novembre après la tenue des élections présidentielles et législatives dans ce pays. Si cette opération, dont le quartier général était en Allemagne, a été "un grand succès", dont peut se flatter l'UE, le président du comité militaire de l'UE, le général Henri Bentégeat, dans son rapport aux ministres, a plaidé pour la création d'un "centre européen permanent de conduite des opérations".

L'encadrement et la formation de la nouvelle armée congolaise restent, par ailleurs, des sujets cruciaux, sur lequel a insisté le ministre belge André Flahaut, a indiqué une autre source diplomatique.

ITALIE

Romano Prodi dirigera le prochain gouvernement après le vote de confiance de la Chambre des députés



Deux jours après avoir obtenu difficilement la confiance du Sénat, le président du Conseil italien Romano Prodi a passé avec succès le test de la Chambre des députés lui donnant ainsi le droit de diriger le 61^e gouvernement de l'après-guerre. Un succès attendu, acquis sans difficultés, puisque 342 députés lui ont accordé leurs suffrages contre 253 non alors que deux parlementaires se sont abstenus. Lors de son passage devant le Sénat, où la coalition de gauche ne disposait que d'une infime majorité (1 voix), Prodi avait remporté un succès très étonnant avec 162 voix pour et 157 contre. Devant la Chambre basse, l'ancien commissaire européen a repris les grandes lignes de son programme insistant particulièrement sur la réforme de la loi électorale qui sera, dit-il, sa "priorité", responsable selon les analystes, de l'instabilité politique chronique que vit le pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le vote du Parlement met temporairement fin à la crise politique dans la péninsule après que le chef du gouvernement eut été contraint de remettre sa démission après qu'il eut été mis en minorité au Sénat sur la politique étrangère, particulièrement la mission des troupes italiennes en Afghanistan. Invité samedi dernier par le président Giorgio Napolitano à se présenter une nouvelle fois devant les deux chambres du Parlement, Prodi a gagné "partiellement" la partie, estiment les observateurs qui prédisent des lendemains incertains, compte tenu de la fragile coalition qu'il dirige. Le vote du renouveau de la mission des troupes italiennes en Afghanistan qui aura lieu dans une quinzaine de jours sera un test "décisif", puisque les communistes et les verts, responsables de la chute du gouvernement, persistent dans leurs positions déclarant qu'ils voteraient contre le projet. Ironie du sort, Prodi pourrait disposer de l'aide de son ennemi politique, l'ancien chef du gouvernement Silvio Berlusconi qui a annoncé que la droite voterait pour le financement de la mission en Afghanistan, soutenant que l'Italie "doit être sérieuse et avoir une politique claire et loyale envers ses alliés".